

INTERVIEW

## CHRISTOPHE SOLIOZ : "Une politique proche des citoyens passe par l'Europe des régions"

vendredi 8 juin 2012 par BH Info - 0

Dans un nouvel ouvrage collectif qu'il vient de publier avec Paul Stubbs, Christophe Solioz, secrétaire général du CEIS, explore l'idée d'un nouveau régionalisme, un "régionalisme ouvert" qu'il conçoit comme un processus d'ouverture et multidisciplinaire dans lequel l'ensemble des acteurs serait impliqué, des artistes aux experts de sciences économiques.

**BH Info - Vous avez comparé le travail artistique d'Anri Sala, qui combine plusieurs formes et techniques, à une nouvelle compréhension des processus de régionalisation. Pouvez-vous en dire plus ?**



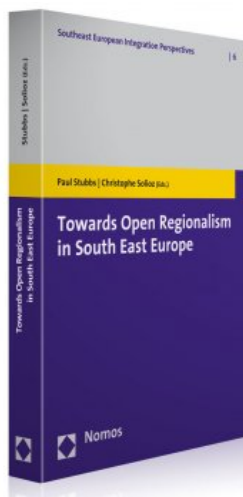
Christophe Solioz - J'ai fait référence à l'exposition d'Anri Sala actuellement présentée à Beaubourg (Paris). Pour qui ne connaîtrait pas encore Anri Sala, rappelons brièvement qu'il est originaire de Tirana, où il a commencé sa formation qu'il a poursuivie à Paris, et qu'il vit aujourd'hui à Berlin. Rappelons aussi qu'Anri Sala représentera la France lors de la Biennale de Venise l'an prochain. Enfin, il a aussi collaboré avec Sejla Kameric pour la réalisation du superbe film "1395 Days Without Red" (2011).

Or que fait Anri Sala ? Au lieu de proposer le visionnement classique de ses films (chacun sur un écran distinct), il découpe ceux-ci en 12 séquences — (re)composant ainsi un nouveau film — qui sont projetées par séquences successives sur cinq écrans. A certains moments, deux séquences sont projetées simultanément sur deux écrans différents. A cela s'ajoute que le son a été lui aussi remixé et intègre des sons produits dans l'espace de l'exposition — sur lesquels les spectateurs peuvent avoir prise (au moyen d'une boîte à musique incrustée dans une vitre de l'espace de l'exposition). Pour résumer, c'est — à chaque exposition — une nouvelle architecture (de ses œuvres) que propose Anri Sala. C'est dans ce sens que nous proposons de déchiffrer les processus de régionalisation.

**L'approche régionale, un espace idéal pour aborder des questions sensibles**

**Votre nouveau livre, "Towards Open Regionalism in South East Europe", présenté le 4 juin à Paris, parle d'un "régionalisme ouvert", d'un "nouveau régionalisme". De quoi s'agit-il ?**

C.S. - Le type de démarche que propose Anri Sala suggère un point de vue qui permet précisément de comprendre les mécanismes à l'œuvre dans les processus de régionalisation qui recomposent les structures et pratiques (politiques, sociales etc.) existantes invitant à les voir à l'œuvre simultanément en faisant fit de hiérarchies traditionnellement établies. En clair, et pas seulement dans les Balkans, la coopération régionale est trop souvent conçue au seul niveau étatique. Cette mécompréhension des processus de régionalisation manque de voir que ceux-ci impliquent simultanément les niveaux supra et infra étatiques (les cantons, municipalités, les acteurs de la société civile, les entreprises). Soulignons que ceux-ci se sont aussi organisés en réseaux —plateformes internationales. Il est donc faux d'opposer le haut (l'Etat) au bas (les municipalités, les citoyens). La quasi totalité des acteurs sont impliqués simultanément à la fois aux niveaux : 1) supranational (international) ; 2) étatique ; 3) infranational : cantonal, communal.



L'œuvre d'Anri Sala nous invite donc à mieux saisir cette complexité qui chaque fois s'exprime sous de nouvelles formes. Sans un regard adéquat, impossible de comprendre cette nouvelle architecture des processus politiques et sociaux qui animent aujourd'hui différents programmes de coopérations régionales qui ne sont pas que transfrontaliers. Il s'agit ici d'insister sur le fait que la coopération régionale se joue au plan paneuropéen, bien au-delà des frontières de l'UE — et donc pas seulement au niveau des Balkans. En bref : les processus de régionalisation — qui impliquent avant tous les régions, souvent transfrontalières — n'ont pas pour vocation de se limiter à un cadre géographique restreint ni à des structures politiques de même niveaux. Concrètement : l'Albanie (un Etat) est en partenariat avec la Bavière (une région) ; pourquoi le Canton de Tuzla ne serait-il pas associé par exemple à la région de Lille — l'une des plus dynamiques

en Europe.

**Dans ce livre en effet, vous et les autres auteurs proposez un autre cadre de référence. La région à laquelle vous consacrez votre recherche est très chargée de problèmes graves. Justement, dans ce livre vous évoquez également des crimes ?**

C.S. Oui, mais c'est le cas aussi ailleurs en Europe... et ce dans un passé relativement récent. Ainsi, le conflit de frontières entre l'Italie et l'Autriche n'a été résolu que très récemment. Entre le Portugal et l'Espagne, il existe encore aujourd'hui un conflit frontalier. Ici, le programme de coopération régionale transfrontalier INTEREG (de l'UE) permet de redimensionner le problème et de donner aux acteurs locaux directement concernés un cadre de discussion constructif. Les programmes de coopérations régionaux transfrontaliers ont aussi grandement facilité le rapprochement entre la France et l'Allemagne, ainsi qu'entre l'Allemagne et la République Tchèque. Ils ont aussi contribué, bien avant la chute du mur de Berlin, d'établir des relations entre l'Est et l'Ouest comme en témoigne l'expérience de la Région Alpe Adria. Ces dispositifs ont très souvent donné l'occasion à des politiciens de se rencontrer et de commencer des négociations qu'ils ont par la suite finalisées au niveau étatique.

L'approche régionale offre notamment un espace idéal (parce qu'aussi moins médiatisé) pour aborder des questions sensibles en diminuant le degré de conflictualité. Ainsi, si les relations entre la RS et la Serbie posent problèmes, des relations de coopérations régionales entre le Nord de la Bosnie et le Sud-Ouest de la Serbie me semblent aller de soi. Il en va de même des relations entre la région de Banja Luka et certaines régions croates — relations, le plus souvent commerciales, qui ont existé de tout temps faut-il vraiment le rappeler. Quant aux milieux mafieux et ceux actifs dans l'économie grise, et bien eux ils ont depuis longtemps compris comment fonctionnent la coopération régionale. Eux n'ont pas besoin de lire notre livre. Ils pourraient donner des leçons d'efficacité au Conseil de coopération régionale (RCC).

**Comment vous collaboré avec Paul Stubbs et les autres présents dans ce livre ?**

C.S. - Avec Paul nous avons rédigé en 2009 déjà un article sur le sujet de ce livre. Nous avons proposé la lecture de cet article à nos auteurs pour avoir un cadre de référence commun, en leur laissant cependant la liberté de prendre leurs distances — c'est à dire que nous n'avons pas proposé, et encore moins imposé, un "modèle unique". Ensuite, nous avons travaillé avec chacun individuellement en respectant la logique de son approche (méthodologie) pour être en mesure de présenter des contributions de qualité. Pour le choix des auteurs, nous n'avons pas privilégié l'origine (la nationalité) des auteurs, mais leur domaine de compétence respectif. Pour exprimer l'idée par une métaphore : nous voulions revêtir notre livre non pas d'un uniforme militaire mais de l'habit d'arlequin (bigarré par définition). L'uniformité, l'unidimensionnalité embrigade ; nous avons fait le choix de la pluralité de points de vues, à nos yeux, seule une telle approche "ouvre" sur l'avenir.

**La Bosnie fait marche arrière. Ceci au plan politique. Au plan culturel, cela fait longtemps que la Bosnie est "au cœur" de l'Europe**

**Pour simplifier des choses, quelles sont vos idées concrètes pour la région de l'Europe du Sud-Est ?**



C.S. - Différentes régions de l'espace post-yougoslave sont déjà engagées dans différents programmes européens. L'Istrie ainsi est l'une des régions les plus actives en Europe. On ne peut que souhaiter que d'autres acteurs (régions, cantons, villes) s'engagent beaucoup plus dans les programmes de coopérations européens. L'Europe, ce n'est pas seulement l'UE, c'est aussi l'Europe des régions —

de Lille à Moscou ! L'Etat n'est pas le seul acteur en politique. Une politique plus proche des citoyens passe par l'Europe des régions. Enfin, la presse pourrait faire un effort et moins se focaliser sur tous les faits et gestes d'une classe politique dont les gesticulations finissent par lasser et donner plus de place dans leurs colonnes à la vie acteurs de la coopération régionale. Ceci d'autant plus que certains de ceux-ci s'endorment parfois sur leurs lauriers. Plus d'attention médiatique les inviterait à plus de dynamisme.

### **Croyez-vous à une éventuelle adhésion à l'EU pour la Bosnie-et-Herzégovine ?**

C.S. - Il faut ici parler un langage clair : l'OHR n'a plus aucune raison d'être et doit fermer ses portes. L'Union européenne doit proposer un chemin facilité d'accès à l'Union européenne avec des mesures incitatives concrètes qui apportent un bénéfice non pas à l'élite politique mais aux citoyens. Formellement, l'adhésion prendra cependant encore bien du temps : 10 ans certainement, voire plus. Ce qui importe, c'est d'être en chemin — d'où la proposition de mesures sectorielles (dans les domaines de l'économie, de l'éducation et de la culture) qui donnent à la Bosnie accès aux avantages de l'UE. Pour l'instant, derrière les beaux discours trompeurs, il faut reconnaître que la Bosnie fait marche arrière. C'est tout simplement scandaleux. Ceci au plan politique.

Au plan culturel, cela fait longtemps que la Bosnie est "au cœur" de l'Europe. Le problème est que l'Europe n'a plus de cœur et n'est préoccupée que par la crise économique qui frappe de plein fouet des pays membres. Ce qui certes peu se comprendre, mais manifeste clairement un manque de vision de l'UE.

### **Vous connaissez bien la région de l'Europe du Sud-Est, sa culture etc. Fin observateur extérieur que vous êtes, vous voyez les choses peut-être mieux, pouvez-vous nous dire pourquoi les choses ne bougent pas ?**

C.S. J'ai un regard certes extérieur, voit-on mieux pour autant ? Je ne pense pas. Ce qui importe c'est de voir ensemble avec d'autres, de combiner les analyses extérieures et intérieures dans le respect des points de vue différents. Quant à moi, j'ai toujours privilégié les interprétations livrées par les "locaux" et cherché de regarder et d'essayer de comprendre depuis l'intérieur "from within". Position difficile, mission impossible... mais la seule qui me semble pertinente (de mon point de vue).

Rien ne bouge ? C'est vrai en bonne partie. Pourquoi ? La raison est simple : par ce que les élites tant européennes que locales (je pense ici surtout, et sans faire d'amalgame !), au Kosovo et la Bosnie) n'ont pas la volonté d'introduire des changements qui sont pourtant indispensables. C'est une situation malsaine et perverse qui dénature, corrompt, l'essence même de la politique. Les citoyens à la fois abusés et désabusés ont donc raison de se sentir trahis. C'est malheureusement le cas. Ceci est d'autant plus grave qu'une nouvelle génération semble mettre ses pas dans ceux de leurs prédécesseurs : au lieu de sortir des sentiers battus pour innover et changer la politique.

### **De nouveaux projets en vue ?**

C.S. - Le CEIS doit limiter ses actions à son activité éditoriale, notamment la direction de la collection Southeast European Integration Perspectives (SEIP) aux Editions Nomos à Baden-Baden (Allemagne). Après avoir publié la thèse de doctorat de Damir Arsenijević (*Forgotten Future : The Politics of Poetry in Bosnia and Herzegovina*), nous allons publier fin 2012 celle de Bojan Bilić : *We Were Gasping for Air Post-Yugoslav Anti-War Activism and Its Legacy* ainsi que l'ouvrage collectif publié sous la direction de Bojan Bilić et de Vesna Janković : *Resisting the Evil : (Post-)Yugoslav Anti-War Contention*. Nous publions donc des ouvrages qui portent un nouveau regard, foncièrement critique, sur l'action de la société civile dans l'espace post yougoslave. Au vu des blocages actuels, il n'est pas inutile de revisiter le passé récent... Mieux comprendre notre engagement passé, aussi en tant que citoyen, nous remettre en question pour changer l'avenir.

*Propos recueillis pas Zdenka Brajkovic*